

2008

Etat de la question

Le rattachisme : une conviction en progrès en Wallonie ?

Philippe Hubert

Editeur responsable : Jean-Pierre - Elise de l'Empire - 1000 Bruxelles



CULTURE
ÉDUCATION FORMATION

Septembre 2008

A. Présentation des principaux résultats des enquêtes réalisées sur le sentiment de rattachement à la France en Wallonie et à Bruxelles 2

1. *L'enquête du Magazine Reader's digest (juin 2003)..... 3*
2. *Sondage INRA-Vers l'Avenir et Le Soir illustré (Octobre 2004) 3*
3. *Sondage RTL-TVI – Le Grand défis d'Yves Leterme 4*
4. *Sondage RTBF-IPSOS en parallèle à « Bye Bye Belgium » (décembre 2006) 4*
5. *Sondage IFOP pour Le Journal du Dimanche (novembre 2007)..... 5*
6. *Données issues de l'enquête présentée dans « Les wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête postélectorale » en 2007. 6*

B. II. Premières conclusions..... 6

Cette analyse propose, en réunissant les données issues de différentes enquêtes d'opinion parues ces dernières années, une réflexion sur l'évolution du sentiment de rattachisme en Wallonie et à Bruxelles. La première partie présente les principaux résultats des sondages publiés ces dernières années sur ce sujet. La deuxième partie

A. Présentation des principaux résultats des enquêtes réalisées sur le sentiment de rattachement à la France en Wallonie et à Bruxelles

Le Soir et *La Voix du Nord* viennent de publier, ce 29 août, un sondage réalisé par IPSOS entre le 18 et le 25 août 2008 auprès de 510 Wallons et de 955 Français de plus de 18 ans (échantillons représentatifs des populations wallonne et française).

Ce sondage portait, notamment, sur la question du rattachement de la Wallonie à la France.

En cas de disparition de la Belgique, les Wallons sont-ils favorables à un rattachement de la Wallonie à la France ?

	IPSOS juillet 2008		Piop oct.-janvier 2008
<i>Tout à fait favorable</i>	18 %	49 %	29 %
<i>Plutôt favorable</i>	31 %		
<i>Plutôt pas favorable</i>	14 %	45 %	
<i>Pas du tout favorable</i>	31 %		
<i>Ne sait pas</i>	6 %		

A noter cependant que seuls 23 % des Wallons interrogés pensent que la Belgique va disparaître alors que 59 % ne le pensent pas. Les forces s'« équilibrent » cependant légèrement par rapport à l'enquête réalisée par l'équipe du Piop il y a six mois : 23 % de oui en juillet contre 16 % en janvier ; 59 % de non contre 78 % et 18 % d'indécis contre 6 %.

A noter que les jeunes sont ceux qui croient le plus à la fin du pays : 30 % contre 20 % chez les 50 ans et plus.

En cas de disparition de la Belgique, les Français sont-ils favorables à un rattachement de la Wallonie ?

	IPSOS juillet 2008		IPSOS novembre 2007	
<i>Tout à fait favorable</i>	15 %	60 %	10 %	54 %
<i>Plutôt favorable</i>	45 %		44 %	
<i>Plutôt pas favorable</i>	15 %	37 %	18 %	41 %
<i>Pas du tout favorable</i>	22 %		23 %	
<i>Ne sait pas</i>	3 %		5 %	

L'adhésion des Français à la thèse du rattachement de la Wallonie se retrouve dans toutes les régions dans des proportions proches : 64 % dans le Nord, 57 % en Ile-de-France et 61 % dans le reste du pays.

Les opinions politiques ont peu d'influence : tant les sympathisants du PS que ceux de l'UMP sont 61 % à être ouverts au rattachement.

Ce sondage, largement médiatisé (RTBF, RTL, France 3 et TV5) n'est pas le premier à se pencher sur cette thématique. En effet, plusieurs enquêtes réalisées ces dernières années ont abordés cette question.

1. L'enquête du Magazine Reader's digest (juin 2003)

S'ils avaient le choix, 22 % des Belges choisiraient la nationalité française.

- Ils sont 29 % chez les Wallons.
- Les Flamands optent d'abord pour la nationalité espagnole (24 %).

Sans changer de passeport, simplement en déménageant :

- 41 % des Wallons sont attirés par l'idée de s'installer en France.
- 33 % des Flamands opteraient pour l'Espagne.

2. Sondage INRA-Vers l'Avenir et Le Soir illustré (Octobre 2004)

Une majorité de Wallons dit ne pas avoir peur que la Belgique éclate (55 % non contre 39 % de oui).

Des majorités plus ou moins importantes estiment que la Wallonie peut continuer à vivre sans rester unie à la Flandre :

- d'un point de vue culturel (61 % de oui contre 29 % de non) ;
- d'un point de vue politique (51 % de oui contre 32 % de non) ;

- d'un point de vue économique (43 % de oui contre 40 % de non).

En cas de séparation, la solution serait :

- **l'indépendance (27 %)**
- **l'union avec la France (24 %)**
- **l'union avec le Grand Duché de Luxembourg (19 %).**

Un an et demi auparavant, la solution rattachiste recueillait 36 % des voix contre 14 % à l'option indépendantiste.

3. Sondage RTL-TVI – Le Grand défis d'Yves Leterme

Vous sentez-vous plus proche ...

- **des Flamands : 34,5 %**
- **des Français : 65,5 %**

4. Sondage RTBF-IPSOS en parallèle à « Bye Bye Belgium » (décembre 2006)

Parmi les scénarios suivants, quel est celui qui serait le plus probable pour la Wallonie dans le cadre de la séparation de la Belgique ?

	% des répondants ...		
	flamands	bruxellois	wallons
Wallonie seule et indépendante	48	39	21
Wallonie et Bxl rattachées à la France	5	7	16
Wallonie rattachée à la France sans Bxl	27	21	22
Bruxelles rattachée à la Wallonie et seules	20	32	41

Concernant la situation de la Wallonie en cas d'éclatement de la Belgique, l'indépendance en association avec Bruxelles arrive en tête (36 %) avant l'indépendance seule (28 %).

- A noter que le rattachement à la France (avec et sans Bruxelles) arrive ex æquo en première position (36 %).
- A noter que les solutions sans Bruxelles (Wallonie seule ou avec la France) obtiennent la majorité (51 %).

- A noter la différence claire de position entre les Wallons et les Bruxellois. La Wallonie se voit d'abord associée à Bruxelles (41 %) tandis que Bruxelles voit d'abord la Wallonie indépendante.
- Remarque : Bruxelles rejette assez nettement la solution rattachiste (7 %), ce qui n'est pas le cas de la Wallonie (16 et 22 %).

Ce sondage confirme une autre différence profonde entre Wallons et Bruxellois. Les premiers sont plus nombreux à penser que la Wallonie ou l'espace francophone se rattachera, à terme, à la France : 45% des Wallons contre 37 % des Bruxellois en ce qui concerne la Wallonie ; 40% des Wallons contre 23 % des Bruxellois en ce qui concerne l'espace francophone.

5. Sondage IFOP pour Le Journal du Dimanche (novembre 2007)

Sondage auprès de 958 Français de plus de 18 ans, représentatifs de la population française (méthode des quotas).

Vous savez qu'il existe actuellement en Belgique de fortes tensions entre Flamands et Wallons. Vous, personnellement, en cas d'éclatement de la Belgique, seriez-vous favorable ou pas favorable au rattachement de la Wallonie, c'est-à-dire des provinces francophones, à la France ?

IPSOS NOVEMBRE 2007				
	France		Région N-P-de-Calais, Ardennes, Meuse	Autres Régions
<i>Tout à fait favorable</i>	10 %	54 %	66 %	53 %
<i>Plutôt favorable</i>	44 %			
<i>Plutôt pas favorable</i>	18 %	41 %	33 %	42 %
<i>Pas du tout favorable</i>	23 %			
<i>Ne sait pas</i>	5 %	5 %	1 %	5 %

De 54 % d'opinions favorables, on passe à 66 % dans les régions et départements français du Nord : Région Nord-Pas-de-Calais, Ardennes, Meuse.

6. Données issues de l'enquête présentée dans « Les wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête postélectorale » en 20071.

En majorité, **les Wallons interrogés ne pensent pas que la Belgique va disparaître** : 78,1 % de non et 16,4 % de oui. Parmi ceux qui estiment que la Belgique disparaîtra, 36 % le voient dans les cinq ans, 53 % « dans longtemps ».

Dans l'hypothèse où la Belgique disparaîtrait, quatre propositions ont été soumises aux personnes interrogées qui devaient répondre si elles étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec chacune d'elles.

	% des d'accord et tout à fait d'accord
Wallonie et Bruxelles indépendantes	20,5
Fédération Wallonie-Bruxelles	56,5
Rattachement de la Wallonie et de Bruxelles à la France	29,0
Bruxelles cogérée par la Flandre et la Wallonie	16,0

- L'élément qui suscite le plus clairement le refus est la cogestion extérieure de Bruxelles.
- Le choix rattachiste est beaucoup moins minoritaire que dans les résultats électoraux des partis réunionistes : France, Rassemblement Wallonie-France, ...

B. II. Premières conclusions

Remarque préliminaire : peu de gens réclament a priori la rattachement à la France, comme peu de gens réclament l'indépendance de la Wallonie ou la constitution d'une Fédération Wallonie/Bruxelles, cela pour la simple raison que le statu quo fédéral belge conserve la faveur d'une majorité de Wallons et de Bruxellois.

La question du rattachement, comme d'autres formes de repositionnement institutionnel, ne prend donc son sens que dans l'hypothèse de la fin de la Belgique ou d'une préparation de celle-ci. Ce thème doit donc être analysé en parallèle avec celui des progrès – réels – de la conviction que la Belgique est appelée à disparaître à court ou moyen terme.

36 % de « rattachistes » en 2003, 24 % en 2004, 38 % en 2006, 29 % en janvier 2008 et 49 % en juillet 2008, on peut discuter sur le sens de ces chiffres, sachant que les méthodologies de recueil des données diffèrent. Mais les

¹ Données reprises dans la comparaison au début de cette analyse. A.-P. Frogner, L. De Winter et P. Baudewyns, Les wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête postélectorale en 2007, 2008 ; Louvain-la-Neuve.

enseignements des différents sondages, concordants dans la durée, montrent que la tendance pro-française n'est pas un épiphénomène conjoncturel mais une constante qui se fonde sans doute sur un fond sociologique de sympathie stable, renforcé épisodiquement selon la situation contextuelle.

Il est clair qu'on ne peut plus conclure à l'inexistence d'un sentiment rattachiste-réunioniste-francophile du fait que les partis portant ce courant ne récoltent qu'un à deux pourcents des suffrages.

Il convient également de mesurer combien cette tendance est en rajeunissement. L'image du rattachisme (et du rattachiste) a sensiblement changé en quelques années. Ce ne sont plus quelques anciens chantant la Marseillaise autour d'un éphémère ministre du Général mais une tendance plus large jouissant d'un fond de sympathie chez « monsieur tout le monde », d'un attrait auprès de catégories plus « formées » et affichant un réel dynamisme. Il se pourrait que le mouvement se crée progressivement une place durable dans le paysage.

Le traitement des médias est très symptomatique. On est loin de la dénonciation pour incivisme ou de la dérision affichée jusqu'il y a peu. Le traitement du sondage (certes en période estivale) par RTL mais aussi la RTBF était édifiant. Après les chiffres et le micro trottoir équilibré, RTL s'est fendu d'un rappel historique sur la période française, depuis la préfecture du département de Sambre-et-Meuse. Commentaire : la vie n'était pas particulièrement pénible, sauf pour les conscrits, et la Wallonie a même connu une belle prospérité économique sous cette période. Tout cela le jour où les JT évoquaient également le quinzième anniversaire du décès du roi Baudouin... les mentalités ont changé du tout au tout en quelques années.

La force de cette nouvelle tendance tient au fait qu'elle peut potentiellement réunir trois tendances :

- Les rattachistes historiques et les francophiles « radicaux » ;
- Les régionalistes wallons qui, voyant leur rêve d'indépendance toujours assez illusoire, préféreraient une association à la France plutôt qu'une survivance de la Belgique dans un Etat croupion tout aussi artificiel et, de facto, toujours centré sur Bruxelles ;
- Et ceux qui pensent que la Wallonie doit vivre dans l'association à un autre peuple et trouve dans la France, culturellement proche et socialement compatible, une solution immédiatement sécurisante. Ceux-là pourraient faire la différence

Il y a certes un élément négatif dans cette tendance, c'est qu'elle confirme que les Wallons ne croient toujours pas assez en eux-mêmes. On leur a trop dit qu'ils vivaient de la perfusion nordiste et que la séparation de la Belgique serait une catastrophe sociale. Ils ont pleinement assimilé cette « évidence ». Dès lors, en l'absence d'une Europe perçue comme crédible, ils se rattachent à la Belgique et,

face à son délitement, cherchent une alternative qui semble devoir être extérieure.

Une chose semble claire aujourd'hui : il n'y a plus, comme certains l'ont pensé, une seule alternative porteuse à la Belgique mais deux voies qui tendent à s'afficher comme crédibles :

- la Fédération Wallonie/Bruxelles – Belgique résiduelle ;
- l'association/rattachement à la France qui est désormais aussi crédible, rassurante et attrayante que la première hypothèse qui ne génère pas d'attachement affectif et donne l'impression à certains de poursuivre le modèle enrayé actuel.

Institut Emile Vandervelde
Bd de l'Empereur, 13
B-1000 Bruxelles
Téléphone : +32 (0)2 548 32 11
Fax : + 32 (02) 513 20 19
iev@iev.be
www.iev.be